

Comité consultatif de l'environnement Kativik

Compte rendu
de la
67^e assemblée

Adopté

Montréal, les 27 et 28 juillet 1995.

Étaient présents :

M. Philippe di Pizzo, président, ARK
M. Bruno Desbois, ARK
M. Claude Gilbert, ARK
M. Jacques Giguère, Québec
M^{me} Noëlle De Roo Lemos, Québec
M. Yves Désilets, Canada
M. François Lemire, Canada
M. Pierre Paulhus, Canada

M. Jacques Lacroix, secrétaire

Était absent :

M. Benoît Robitaille, Québec

ORIGINAL

Ont été invités à se joindre à l'assemblée pour le point 8 de l'ordre du jour :

M. Serge Couturier, ministère de l'Environnement et de la Faune ;
M. Raynald Labbé, Secrétariat aux Affaires intergouvernementales ;
M. Jacques Michaud, ministère de l'Environnement et de la Faune.

ORDRE DU JOUR

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption des comptes rendus des 65^e et 66^e assemblées et des conférences téléphoniques du 16 mai et 20 juin 1995
3. Suivi au procès-verbal de la 66^e assemblée et affaires courantes
4. Activités du Comité pour l'exercice 1995-1996
5. Création de zones protégées au nord du 55^e parallèle
6. Réglementation relative aux incinérateurs
7. Révision du chapitre 23 de la CBJNQ
8. Vols à basse altitude au Québec et au Labrador
9. *Varia*
Prochaine assemblée

◇ ◇ ◇

Jeudi le 27 juillet

Ouverte de l'assemblée à 10 h.

En début d'assemblée, M. di Pizzo souhaite la bienvenue à M. Yves Désilets, membre récemment désigné par le gouvernement du Canada. Tour à tour, les membres du Comité se présentent et M. Désilets fait une brève description de ses antécédents professionnels et de son occupation actuelle. Il est à l'emploi du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien depuis 1972 à la Direction de la mise en oeuvre des conventions et de la négociation.

1. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est modifié avec l'ajout du point 8 : Vols à basse altitude au Québec et au Labrador.

2. Adoption des comptes-rendus des 65^e et 66^e assemblées et des conférences téléphoniques du 16 mai et 20 juin 1995

Ces comptes-rendus sont adoptés sans modifications.

3. Suivi au procès-verbal de la 66^e assemblée et affaires courantes

Entente administrative CCEK-MEF et budget de l'exercice 1995-1996

Tel que décidé lors de la conférence téléphonique du 20 juin dernier, le président a signé l'entente concernant le maintien et le fonctionnement du secrétariat du Comité pour l'exercice 1995-1996. Bien que les termes de cette entente ne soient pas tous à l'entière satisfaction des membres, cette première année sous le nouveau fonctionnement devra permettre d'évaluer son efficacité. Le secrétaire verra à préparer un rapport d'étape pour la fin de septembre.

Le secrétaire présente le budget du Comité autorisé par le ministre de l'Environnement et de la Faune pour le présent exercice financier. Celui-ci est de 40 200 \$ ce qui, considérant les sommes directement absorbées par le MEF, attribue au Comité à peu près les mêmes ressources financières qu'au dernier exercice.

Pour ce qui est du budget alloué aux membres du Comité désignés par l'Administration régionale Kativik, celui-ci est de 8 000 \$. Considérant les coûts associés aux assemblées tenues au Sud pour ces trois membres, le Comité n'aura d'autre choix que de se réunir deux fois à Montréal et deux fois à Kuujuaq.

Débat national sur l'énergie

Ce dossier devait être abordé lors de la dernière assemblée en vue d'une possible implication du Comité. Il ne l'a pas été faute de temps. Étant donné la suspension des activités du Comité pendant les mois d'avril, mai et juin et les dates des audiences publiques entourant le débat, il est trop tard pour que s'implique le Comité.

M. di Pizzo informe l'assemblée que la Société Makivik participe aux audiences et que la commission formée par le gouvernement du Québec doit normalement s'arrêter à Kuujuaq vers le 21 septembre prochain. Il est convenu que le

secrétaire communiquera avec M. Robert Lanari de la Société Makivik pour obtenir, si possible, des exemplaires du mémoire de sa société. Le Comité pourrait alors endosser la position de la Société Makivik, si celle-ci le désire, ou prendre toute autre action jugée appropriée.

Capes Hopes Advance

Le secrétaire dépose une lettre qu'a adressé la Société Makivik à la Garde Côtière canadienne l'enjoignant de procéder au réaménagement de ce site. Grâce aux renseignements que lui a transmis le Comité, le responsable de ce dossier à la Société Makivik a pu préparer sa demande de façon plus élaborée. Les membres entendent suivre les développements ultérieurs de ce dossier.

Ligne de défense Mid-Canada

M. di Pizzo informe l'assemblée qu'une entente de principe est intervenue entre le ministère de la Défense nationale (MDN), la Société Makivik et l'Administration régionale Kativik concernant la réalisation de la phase II du projet de réaménagement des sites de surveillance radar de la ligne de défense Mid-Canada. Le MDN est disposée à injecter la somme de 1,2 million de dollars à la condition que le gouvernement du Québec débourse un montant équivalent à 50% de cette somme. À ce jour, celui-ci n'a pas fait connaître ses intentions.

M. di Pizzo présentera au Comité un rapport périodique concernant ce dossier.

4. Activités du Comité pour l'exercice 1995-1996

Les membres discutent des dossiers qu'ils souhaitent mettre de l'avant pour l'exercice en cours. Dans le cadre de cette discussion, ils abordent les questions suivantes.

- Le mandat du Comité peut être défini différemment selon d'une part l'interprétation que l'on fait du chapitre 23 de la CBJNQ et d'autre part, ce qui dans la pratique, a été réalisé par le Comité. En premier lieu, on peut restreindre ce mandat à la révision de lois et de règlements et à la surveillance du processus d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux. En second lieu, on peut élargir ce mandat à l'implication du Comité dans des dossiers touchant l'environnement nordique en général.
- Les membres constatent que le Comité n'est que trop rarement mandaté par le gouvernement du Québec. Dans la pratique, le Comité a souvent été la bougie

d'allumage en ce sens qu'il prend lui-même l'initiative de mettre de l'avant des dossiers qui, par après, sont généralement pris en main par une tierce partie.

- Le Comité doit disposer des ressources financières et humaines nécessaires à remplir son mandat.
- Les membres croient que le Comité doit se pencher sur des dossiers concrets qui présentent un intérêt immédiat pour l'environnement et qui sont liés au régime de protection de l'environnement au nord du 55^e parallèle.

Les membres pensent qu'il serait approprié de dresser un bilan des réalisations du Comité et de faire le rapport entre celles-ci et son mandat, tel que défini par la CBJNQ. De plus, il serait nécessaire de prendre contact avec certaines directions du MEF et leurs services juridiques afin de leur rappeler le rôle et le mandat du Comité et les inciter à le consulter. Par ailleurs, les membres réitèrent leur désir de rencontrer le sous-ministre de l'Environnement et de la Faune, M. Jean Pronovost afin de faire valoir le mandat du Comité et s'assurer de la meilleure intégration possible de ce dernier au sein du MEF.

Les activités auxquelles le Comité souhaite donner priorité pour le présente exercice sont :

- 1) Initier la révision du chapitre 23 de la CBJNQ, en concertation avec les signataires de la CBJNQ et la CQEK.
- 2) Initier un projet pilote d'incinérateur pour les déchets solides et proposer des modifications à la réglementation en vigueur.
- 3) Contribuer, d'une façon qui reste à définir, à la création d'une Réserve de la Biosphère dans la région du lac Guillaume-Delisle.
- 4) Assurer un suivi des dossiers jugés importants pour l'environnement de la région, à savoir la création d'une zone protégée au lac du Cratère, le réaménagement de Cape Hopes Advance et des sites de la ligne de défense Mid-Canada et le débat national sur l'énergie.

5. Création de zones protégées au nord du 55^e parallèle

Lac du Cratère

Suite à la 65^e assemblée du Comité, il appert que la Direction du plein air et des parcs du MEF a enclenché de façon officielle le processus menant à la création d'un parc provincial au lac du Cratère, tel que le prévoit son Plan d'action sur les parcs. L'Administration régionale Kativik a entériné formellement la création de ce parc par

l'adoption d'une résolution qui donne priorité au lac Cratère sur les autres sites réservés à des fins de création de parcs (Monts Otish, Monts Torngatt et Rivière Koroc et Lac Albanel et Rivière Témiscamie). La communauté de Kangiqsujuaq est actuellement en période de consultation afin de recueillir les opinions et les préoccupations de sa population sur la création de ce parc. Les résultats sont attendus pour la mi-septembre.

Lac Guillaume-Delisle

M^{me} Lemos fait part à l'assemblée des derniers développements concernant le projet de création d'une réserve mondiale de la biosphère dans la région du lac Guillaume-Delisle. Elle mentionne que l'Union pour le développement durable a amorcé des contacts avec la Fondation pour la sauvegarde des espèces menacées pour aider à préparer la soumission du projet. De plus, des démarches ont été entreprises pour trouver des fonds nécessaires à l'élaboration du projet.

Le Comité entend suivre de près l'évolution de ces dossiers et s'assurer que le processus d'évaluation et d'examen des répercussions sur l'environnement soit convenablement mené.

6. Réglementation relative aux incinérateurs

M. di Pizzo dresse un bilan succinct de la gestion des déchets domestiques dans les communautés du nord du Québec et des problèmes découlant de la méthode actuellement employée pour traiter ces matières. Parmi ces problèmes, celui de la combustion des déchets à ciel ouvert pose dès le départ la question de la contamination de l'atmosphère. De plus, la dispersion des cendres et des matières partiellement brûlées autour des dépôts de déchets a des répercussions significatives sur la qualité de l'environnement.

M. di Pizzo rappelle que le Comité a déjà proposé au MEF des modifications au Règlement sur la qualité de l'atmosphère afin de permettre l'utilisation d'incinérateurs dans les communautés nordiques. Cette proposition avait pour but de modifier l'encadrement réglementaire afin de permettre la mise en oeuvre d'un projet pilote d'incinérateur pour les communautés de Kuujuarapik et de Whapmagoostui. Le MEF n'avait donné aucune suite à la proposition alors que Environnement Canada s'était montré intéressé. Paradoxalement, le Règlement sur la qualité de l'atmosphère limite l'utilisation d'incinérateurs alors que celui sur les déchets solides permet le brûlage à ciel ouvert pour les dépôts de déchets en milieu nordique.

Afin de réactiver le dossier, le Comité se propose d'amorcer le développement d'un nouveau projet pilote d'incinérateur pour une communauté de la région Kativik. Pour la bonne marche du projet, la participation de l'ARK et du ministère des Affaires municipales est essentielle, notamment pour l'ingénierie et le financement. Parallèlement, des échanges seront engagés avec la direction du MEF responsable du

dossier afin de trouver le moyen de permettre la mise en oeuvre du projet, par exemple en l'exonérant de la réglementation. Le Comité entend inviter, lors d'une prochaine assemblée, un représentant de la Direction du milieu atmosphérique du MEF pour discuter de cette question.

7. Révision du chapitre 23 de la CBJNQ

M. di Pizzo aborde ce sujet en disant que le processus d'évaluation et d'examen, créé il y a près de 15 ans, n'est plus innovateur comme il l'était et qu'au contraire, ce qui s'est fait ces dernières années ailleurs au Canada et particulièrement au Nord en cette matière apparaît mieux adapté aux réalités actuelles. À son avis, le Comité est tout à fait justifié d'initier cette révision, ne serait-ce que par le mandat que lui confère la CBJNQ.

Selon les membres, le problème ne réside pas tant dans la légitimité de l'exercice de révision que dans les moyens de modifier le régime actuel. Il est à peu près impensable de rouvrir la CBJNQ. Par contre, il est tout à fait possible de modifier les règlements concernant la régie interne de la CQEK et régissant sa participation au processus d'évaluation et d'examen. Par ailleurs, cet exercice représente des investissements en ressources considérables et nécessite la participation des parties concernées, à savoir le gouvernement du Québec, la Société Makivik, et la CQEK. Il faut du moins les inciter à la réflexion.

Il est convenu que la première étape de cet exercice sera de communiquer les intentions du Comité aux parties ci-haut mentionnées. Ceci se fera dans le cadre de la révision des annexes 1 et 2 du chapitre 23. Les membres conviennent qu'une fois les parties impliquées, il faudra réaliser un bilan des 15 dernières années de mise en application du processus d'évaluation et d'examen.

Ajournement de l'assemblée à 17 h 00.

◇ ◇ ◇

Vendredi le 28 juillet

Réouverture de l'assemblée à 9 h 30.

8. Vols à basse altitude au Québec et au Labrador

M. di Pizzo fait un résumé des événements entourant le processus d'examen public des activités militaires aériennes au Québec et au Labrador.

En 1986, l'ARK, le ministère de l'Environnement du Canada et l'administrateur fédéral de la CBJNQ signaient une entente établissant un seul processus d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux pour ces activités militaires aériennes (vols à basse altitude et exercices de tir). Ce processus est administré par le Bureau fédéral des examens et des évaluations environnementales (BFEEE) sous la gouverne du ministre canadien de l'Environnement. Le gouvernement du Québec a décidé ne pas participer au processus.

Ce processus devait tenir compte des principes énumérés au chapitre 23 de la CBJNQ et l'ARK recommandait de nommer un membre au sein de la commission environnementale chargée de l'examen. Celle-ci a commencé ses travaux la même année et a reçu comme mandat d'examiner les activités aériennes présentes et futures.

La commission a tenu des audiences publiques en 1994, dont une séance à Kuujuaq, et son rapport a été rendu public au début de 1995. Suite à la publication de ce rapport, le gouvernement du Québec a pris position et a demandé récemment à l'ARK de définir sa propre position.

Le CCEK a été impliqué dans ce dossier lors de l'élaboration de l'entente de 1986 et des lignes directrices (Terms of reference) régissant le processus. Le Comité avait émis l'avis selon lequel le processus mis de l'avant était, en général, adéquat et conforme à l'esprit du chapitre 23. Toutefois, il souhaitait que quelques modifications soient apportées aux termes de référence pour qu'ils reflètent mieux l'entente.

M. di Pizzo souhaite la bienvenue à MM. Serge Couturier, Raynald Labbé et Jacques Michaud, membres du Comité interministériel québécois sur les vols à basse altitude (CIQVBA). Ce comité a été chargé d'examiner en détails les conclusions de la Commission fédérale et de juger de la recevabilité de l'ÉIE. Ils sont venus exposer certains aspects techniques des activités militaires aériennes, faire état de leur évaluation des impacts et expliquer la position du gouvernement du Québec concernant ces activités.

M. Raynald Labbé présente succinctement la position du gouvernement du Québec. En premier lieu, on propose une nouvelle configuration des zones d'exercice pour tenter de minimiser les impacts sur les humains et la faune et minimiser les conflits d'utilisation du territoire, qui, selon les conclusions de la Commission, ne peuvent être évalués de façon certaine faute d'information valable, notamment sur la santé humaine et le caribou. En second lieu, le gouvernement propose que l'institut de recherche et de surveillance proposé par la Commission, soit implanté au Québec plutôt qu'au Labrador. En troisième lieu, le gouvernement du Québec rejette l'idée de créer une commission mixte Canada — Québec — Labrador qui serait chargée de gérer le troupeau de caribous de la rivière George, puisque la gestion de la faune est de juridiction exclusive aux provinces. Finalement, il demande que le moratoire sur le nombre de vols à basse altitude soit

maintenu jusqu'en 1997, c'est-à-dire de maintenir au niveau actuel le nombre de vols (6 000 à 8 000 par année).

M. Jacques Michaud présente les conclusions du CIQVBA en ce qui concerne les impacts sur l'environnement des activités militaires aériennes. Dans l'ensemble, les impacts sont jugés négligeables pour l'atmosphère, l'eau et la végétation. Essentiellement, les impacts significatifs appréhendés le sont pour le caribou et les humains et sont causés par le bruit.

Pour ce qui est des impacts sur l'environnement humain et social, le manque d'information mène à une évaluation incomplète de ceux-ci, nonobstant la certitude que le bruit engendré par les vols à basse altitude provoque un effet de saisissement prononcé, augmente le stress des individus affectés, crée une peur et modifie les comportements. De même, les activités militaires entrent en conflit avec le tourisme, la chasse, la pêche, etc. Ces dernières représentent un intérêt économique certain pour la population du territoire affecté, notamment pour le secteur de Natashquan — Aguanish. Par ailleurs, le CIQVBA estime que le promoteur sous-estime les impacts sur les pourvoiries et remet en question la méthodologie employée pour évaluer ces impacts.

M. Serge Couturier aborde la question des impacts sur la faune. Dans l'ensemble, on juge que les connaissances actuelles sont insuffisantes pour bien évaluer ces impacts, et notamment sur le caribou. Cette conclusion rejoint celle du promoteur qui, face à cette situation, préconise de poursuivre le programme d'évitement. Le MEF abonde dans le même sens et ajoute qu'il faut entreprendre des études portant sur les espèces fauniques sensibles mieux définies et valables (autres que comportementales).

Selon le CIQVBA, le programme d'évitement mériterait d'être amélioré. Il émet aussi l'avis que le promoteur n'a pas toujours su bien prioriser ses interventions dans ce programme et que ses études de suivi effectuées dans le passé sur le caribou et la sauvagine comportent quelques lacunes. On propose notamment au promoteur d'éviter de survoler les habitats reconnus sensibles et d'adopter une approche conservatrice jusqu'à ce que les connaissances sur les impacts (et les habitats) soient suffisantes.

M. di Pizzo remercie MM. Couturier, Labbé et Michaud pour leur présentation. Il avise ces messieurs que le Comité suivra avec attention les développements futurs dans ce dossier. Une discussion suit et porte sur le rôle du Comité dans ce dossier et de la nature que devrait prendre une intervention. D'une part on pense que le Comité devrait se limiter à émettre un avis sur le déroulement du processus d'évaluation et d'examen. D'autre part on pense que le Comité devrait aussi exprimer son inquiétude face aux conclusions de la Commission environnementale en ce qui a trait au manque d'information sur les impacts humains et à l'évaluation partielle que l'on en fait.

Il est convenu que le Comité exprimera en premier lieu son avis sur le processus comme tel et fera allusion de façon pondérée à la question des impacts humains et sociaux. Toutefois, les membres son d'avis qu'une période de réflexion s'impose avant de procéder à cette intervention.

9. Varia

Prochaine assemblée :

Il est entendu que la prochaine assemblée aura lieu les 27 et 28 septembre prochain à Kuujjuaq.

Clôture de l'assemblée à 13 h 30.

Le secrétaire du Comité,



Jacques Laeroix

Kativik Environmental Advisory Committee

Minutes of the 67th sitting

Adopted

Montreal, July 27 and 28, 1995

Present:

Mr. Philippe di Pizzo, Chairman, KRG
Mr. Bruno Desbois, KRG
Mr. Claude Gilbert, KRG
Mr. Jacques Giguère, Quebec
Ms. Noëlle De Roo Lemos, Quebec
Mr. Yves Désilets, Canada
Mr. François Lemire, Canada
Mr. Pierre Paulhus, Canada

Absent:

Mr. Benoît Robitaille, Quebec

Mr. Jacques Lacroix, Secretary

The following were invited to join the meeting for item 8 of the agenda:

Mr. Serge Couturier, ministère de l'Environnement et de la Faune ;
Mr. Raynald Labbé, Secrétariat aux Affaires intergouvernementales ;
Mr. Jacques Michaud, ministère de l'Environnement et de la Faune.

ORIGINAL

AGENDA

1. Adoption of the agenda
2. Adoption of the minutes of the 65th and 66th sittings as well as those of the May 16 and June 20, 1995 telephone conferences
3. Follow-up to the 66th sitting and current business
4. Committee activities for the 1995-1996 financial year
5. Creation of protected zones north of the 55th parallel
6. Regulation of incinerators
7. Revision of section 23 of the JBNQA
8. Low-level flights in Quebec and Labrador
9. Other
 Next sitting

◇ ◇ ◇

Thursday, July 27

The sitting opened at 10 a.m.

At the beginning of the meeting, Mr. di Pizzo welcomed Mr. Désilets who had recently been appointed by the Government of Canada. One after another, the members of the Committee introduced themselves and Mr. Désilets gave a brief description of his work experience and current position. He has been employed by Indian and Northern Affairs Canada since 1972 at the section responsible for negotiating and implementing agreements.

1. Adoption of the agenda

The agenda was modified by the addition of item 8: Low-level flights in Quebec and Labrador.

2. Adoption of the minutes of the 65th and 66th sittings as well as those of the May 16 and June 20, 1995 telephone conferences

The minutes were adopted without modification.

3. Follow-up to the 66th sitting and current business

KEAC-MEF administrative agreement and budget for the 1995-96 fiscal year

As decided during the June 20 telephone conference, the chairman signed this agreement which is concerned with the continuation of the Secretariat and its operations for the 1995-96 financial year. Although the members are not totally satisfied with the terms of the agreement this first year of new operations should make it possible to evaluate its efficacy. The secretary shall prepare a progress report for the end of September.

The secretary presented the Committee's budget which was authorized by the ministère de l'Environnement et de la Faune (ministry of the environment and wildlife, MEF) for the current fiscal year. It is for \$40 200 which, taking into account the costs directly absorbed by the MEF, gives the Committee almost the same financial resources as the last fiscal year.

The budget allocated to the Committee members appointed by the Kativik Regional Government (KRG) is for \$8 000. Considering the costs incurred by these three members during sittings held in the South, the Committee will have no other choice than to meet twice in Montreal and twice in Kuujjuaq.

National energy debate

The possibility of the Committee playing a role in this file should have been discussed during the last sitting but was not due to a lack of time. As the Committee's activities were suspended from April to June and given the dates of the public hearings on the debate, it is too late for the Committee to become involved.

Mr. di Pizzo informed the meeting that the Makivik Corporation will participate at the public hearings and that the commission formed by the Quebec government should stop in Kuujjuaq around September 21. It was agreed that the secretary contact Mr. Robert Lanari at Makivik to obtain, if possible, copies of its position paper. Then if the Committee wishes it can endorse Makivik's position or take any other action it decides is appropriate.

Capes Hopes Advance

The secretary submitted a letter sent by the Makivik Corporation to the Canadian Coast Guard which charges the latter to rehabilitate the site. With the information provided by the Committee, the person responsible for this file at Makivik was able to prepare more completely the demand. The members intend to follow the development of this file.

Mid-Canada Line

Mr. di Pizzo informed the meeting that an agreement in principle was reached between the Department of National Defence (DND), the Makivik Corporation and the KRG for the implementation of Phase II of the Mid-Canada Line clean-up project. The DND is prepared to inject \$1.2 million if the Quebec government contributes, in addition, half this amount. Quebec has not yet made its intentions known.

Mr. di Pizzo will make periodical reports to the Committee on this file.

4. Committee activities for the 1995–1996 financial year

The members discussed which files they would like to focus on in the current fiscal year. They dealt with the following issues:

- The Committee's functions can be defined in more ways than one according to, on the one hand, how section 23 of the *James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA)* is interpreted and, on the other hand, the actual accomplishments of the Committee. First, its functions can be restricted to studying laws and regulations as well as to watching over the environmental impact assessment and review procedure. Second, its functions can be expanded to include involvement in files concerning the environment in the North in general.
- The members noted that the Committee is only rarely consulted by the Quebec government. In practice, the Committee has often acted as an instigator, being the first to focus on files which afterward are generally taken up by another party.
- The Committee must have the necessary financial and human resources to fulfil its functions.
- The members believe that the Committee must study those files which are of immediate environmental interest and are related to the environmental protection regime north of the 55th parallel.

The members consider it appropriate to draw up a list of the Committee's accomplishments and describe the link between these and its functions as defined in the JBNQA. Furthermore, certain directorates at the MEF and their legal departments should be contacted in order to remind them of the Committee's functions and urge them to consult it. Also, the members reiterated their wish to meet with the Deputy Minister of the Environment and Wildlife, Mr. Jean Pronovost, in order to impress upon him the Committee's functions and to ascertain the best possible integration of the two bodies.

For the current fiscal year, the Committee wishes to give priority to the following activities:

- 1) Initiate the revision of section 23 of the JBNQA in co-operation with the signatories of the JBNQA and the Kativik Environmental Quality Commission (KEQC);
- 2) Initiate an incinerator pilot project for solid wastes and propose modifications to the regulations in effect;
- 3) Contribute, in a manner which is yet to be defined, to the creation of a biosphere reserve in the Guillaume-Delisle Lake area;
- 4) Ensure the follow-up of files which are important to the region's environment, namely the creation of a protected zone at Crater Lake, the rehabilitation of Cape Hopes Advance and the Mid-Canada Line sites, and the national energy debate.

5. Creation of protected zones north of the 55th parallel

Crater Lake

Subsequent to the Committee's 65th sitting, it seems that the Direction du plein air et des parcs (outdoor recreation and parks directorate) at the MEF officially set in motion the process which will lead to the creation of a provincial park at Crater Lake as provided for in the *Action Plan for Parks*. The KRG formally ratified the creation of the park adopting a resolution which makes Crater Lake a priority over the other sites reserved for the creation of parks (the Otish Mountains, the Torngatt Mountains and Koroc River, and the Lake Albanel and Temiscamie River). The community of Kangiqsujuaq is currently being consulted on their opinions and preoccupations relating to the park. The results are expected in mid-September.

Guillaume-Delisle Lake

Ms. Lemos informed the meeting of the latest developments concerning the creation project of a world biosphere reserve in the Guillaume-Delisle Lake area. She mentioned that the Union pour le développement durable (sustainable development union) began communications with the Fondation pour la sauvegarde des espèces menacées (threatened

species protection foundation) to assist in preparing the project submission. Furthermore, steps were taken to find the necessary funds to undertake the project.

The Committee intends to closely follow the development of these files and to ensure that the environmental impact assessment and review procedure is properly conducted.

6. Regulation of incinerators

Mr. di Pizzo gave a succinct assessment of the management of household garbage in Northern Quebec communities and of the problems resulting from the current method of treating these materials. Among the problems is the burning of wastes in the open air which raises, from the start, the question of contamination of the atmosphere. Moreover, the dispersion of ashes and partially burnt materials around the dumps has significant impacts on the quality of the environment.

Mr. di Pizzo noted that the Committee once proposed to the MEF modifications to the *Regulation respecting the quality of the atmosphere* to allow for the use of incinerators in Northern communities. The purpose of the proposal was to modify the regulations to allow for the implementation of an incinerator pilot project in the communities of Kuujuarapik and Whapmagoostui. The MEF did not respond to the proposal while Environment Canada showed interest. Paradoxically, the *Regulation respecting the quality of the atmosphere* limits the use of incinerators even though the regulation respecting solid wastes allows open air burning at dumps in the North.

In order to reactivate the file, the Committee proposed to begin developing a new incinerator pilot project for a community in the Kativik region. To ensure the smooth functioning of the project, the participation of the KRG and the ministère des Affaires municipales is essential, notably for engineering and financing. At the same time, discussions will be entered into with the MEF directorate responsible for the file to find a way to allow for the implementation of the project, for example by exempting it from the regulations. The Committee intends to invite to an upcoming sitting a representative of the Direction du milieu atmosphérique (weather environment directorate) at the MEF to talk about this issue.

7. Revision of section 23 of the JBNQA

Mr. di Pizzo began by saying that the assessment and review procedure, created almost 15 years ago, is no longer innovative while, on the contrary, the work in this area that has been done in recent years in other parts of Canada, especially in the North, appears to be better adapted to current realities. In his opinion, the Committee is entirely justified in initiating this revision if for no other reason than to fulfil the functions conferred on it by the JBNQA.

According to the members, the problem lies not so much in the legitimacy of the revision but in the ways of modifying the current regime. It is almost unthinkable to reopen the JBNQA. However, it is entirely possible to modify the regulations respecting the internal management of the KEQC and those governing its participation in the assessment and review procedure. The revision amounts to a considerable investment of resources and necessitates the participation of the parties concerned, namely the Quebec government, the Makivik Corporation and the KEQC. At the least, they need to be urged to give thought to the matter.

It was agreed that the first stage of the revision should be to communicate the Committee's intentions to the parties mentioned above. This will be done in the framework of the revision of schedules 1 and 2 of section 23. The members also agreed that once the parties have become involved the last 15 years of the implementation of the assessment and review procedure should be evaluated.

The sitting was adjourned at 5 p.m.

◇ ◇ ◇

Friday, July 28

The sitting reopened at 9:30 a.m.

8. Low-level flights in Quebec and Labrador

Mr. di Pizzo gave a summary of the events surrounding the public review procedure for military air activities in Quebec and Labrador.

In 1986 the KRG, Environment Canada and the federal administrator for the JBNQA signed an agreement which established a single environmental impact assessment and review procedure for military air activities (low-level flights and firing practices). The procedure is administered by the Federal Environmental Assessment Review Office under the auspices of Environment Canada. The Quebec government decided not to participate in the procedure.

The procedure was to take into account the principles listed in section 23 of the JBNQA and the KRG insisted on appointing a member to the federal environmental commission responsible for the review. The commission began its work in the same year and was charged to assess present and future air activities.

The federal environmental commission held public hearings in 1994, one of which was in Kuujuaq, and released its report at the beginning of 1995. Subsequently, the Quebec government stated its position and has recently requested that the KRG do the same.

The Kativik Environmental Advisory Committee was involved in this file throughout the development of both the 1986 agreement and the terms of reference governing the procedure. The Committee expressed the opinion that the procedure was, in general, appropriate and conformed with the spirit of section 23. Nonetheless, it would have liked to make a few modifications to the terms of reference to better reflect the agreement.

Mr. di Pizzo welcomed Messrs. Serge Couturier, Raynald Labbé and Jacques Michaud, members of the Comité interministériel québécois sur les vols à basse altitude (Quebec interdepartmental committee for low-level flights, CIQVBA). The provincial committee was given the responsibility of thoroughly examining the conclusions of the federal environmental commission and deciding on the admissibility of the environmental impact statement. They came to explain certain technical aspects of the military air activities, to present their impact assessment, and to set out the Quebec government's position concerning these activities.

Mr. Labbé presented succinctly the Quebec government's position. Firstly, the Quebec government proposes a new practice pattern to minimize the impact on humans and wildlife which, according to the conclusions of the federal environmental commission, can not be definitely assessed due to a lack of valid information, in particular information on human health and caribou. As well, it proposes to minimize conflicts related to land use. Secondly, it also proposes that the research and monitoring institute recommended by the federal environmental commission be established in Quebec rather than Labrador. Thirdly, the Quebec government rejects the idea of creating a Canada-Quebec-Labrador joint commission which would be responsible for the management of the George River caribou herd since wildlife management is an exclusive power of the provinces. Finally, the Quebec government calls for the moratorium on the number of low-level flights to be maintained until 1997 at the current number, 6000 to 8000 per year.

Mr. Michaud presented the CIQVBA's conclusions on the environmental impact of military air activities. Overall, the impact is considered insignificant for the atmosphere, water and vegetation. Essentially, the feared significant impacts are on caribou and humans. They are caused by noise.

A lack of information leads to an incomplete assessment of the impacts on the social environment despite the certainty that the noise produced by the low-level flights triggers pronounced agitation, causes the individuals affected to suffer from increased stress, creates fear, and modifies behaviour. Similarly, the military activities conflict with tourism, hunting, fishing, and others. These last are of definite economic interest for the population of the territory affected, notably in the Natashquan-Aguanish sector. The CIQVBA feels that the proponent underestimates the impact on outfitters and calls into question the methodology used to assess the impact.

Mr. Couturier took up the issue of the impact on wildlife. Overall, current knowledge is considered to be inadequate to properly assess the impact, in particular, on caribou. This conclusion is similar to that of the proponent who, faced with this situation, recommends continuing a program of avoidance. The MEF is in complete agreement and adds that studies on sensitive wildlife should be undertaken. These studies should be better defined, valid and based on more than behaviour.

According to the CIQVBA, the program of avoidance requires improvement. It also believes that the proponent has not always properly prioritized its actions under the program and that the follow-up studies carried out in the past on caribou and waterfowl overlook a few points. In particular, it is proposed that the proponent avoid flying over habitats which are recognized as being sensitive and adopt a conservative approach until knowledge of the impacts and habitats is adequate.

Mr. di Pizzo thanked Messrs. Couturier, Labbé and Michaud for their presentation. He advised the guests that the Committee will closely follow future developments in the file. A discussion on the Committee's role in this file and the nature of any actions ensued. On the one hand, it was thought that the Committee should limit itself to expressing its views on the course of the assessment and review procedure. On the other hand, it was thought that the Committee should express its concern with the conclusions of the federal environmental commission as regards the lack of information on the impact on humans and the incomplete assessment which was carried out.

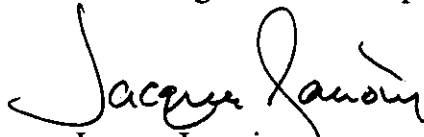
It was agreed that the Committee will first express its views on the procedure and will refer, in a balanced way, to the issue of social impacts. Nonetheless, the members believe that further thought need be given to the matter before any actions are taken.

9. Other

Next sitting:

It was agreed to hold the next sitting September 27 and 28 in Kuujjuaq.

The sitting closed at 1:30 p.m.


Jacques Lacroix
Secretary